

PROGRAMME

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
<i>9h/13h Salle 1</i>	Actualité du divorce	Actualité du droit du travail	Réforme du droit des contrats	Baux commerciaux et cession de fonds de commerce	Réparation du préjudice corporel
<i>9h/13h Salle 2</i>		Actualité du droit de la copropriété	Actualité du droit de la procédure pénale	Crédit immobilier et crédit à la consommation	Actualité des baux d'habitation

Dates : Du 3 juillet au 7 juillet 2017

Horaires : 9h/13h

03/07/2017 – Actualité du divorce

Programme :

Le nouveau divorce par consentement mutuel : premier bilan de six mois d'application et avenir prévisible

- Le contenu de la convention
- Le processus de dépôt : état des pratiques et enjeux
- L'enregistrement et le droit proportionnel

Prestation compensatoire et liquidation

- Le mécanisme de l'article 267 C.civ et de l'art. 1116 CPC
- Les aspects liquidatifs de l'article 267 C.civ

Actualité jurisprudentielle

Intervenant : Hélène POIVEY LECLERCQ, Avocat au Barreau de PARIS

Programme :

Le recensement des copropriétés

- Immatriculation (Décret du 26 août 2016 et Arrêté du 10 octobre 2016)
- Fiche synthétique (Décret du 21 décembre 2016)

La vente du lot

- Rédaction de la promesse de vente d'un lot de copropriété
- Ordonnance du 27 août 2015

L'encadrement du syndic :

- Réforme de la profession (Décret 2015-1090 du 28 août 2015, Décret du 21 février 2016, Loi du 27 janvier 2017)
- Mise en concurrence obligatoire (Loi du 6 août 2015)

Transparence et communication

- Dématérialisation des notifications
- Contrôle des comptes

Les nouvelles règles en matière de travaux

- Diagnostic Technique Global obligatoire au 1er janvier 2017
- Fonds de travaux obligatoire au 1er janvier 2017

Les formes « spécifiques » de copropriétés

Intervenant : Agnès LEBATTEUX, Avocat au Barreau de Paris, Professeur à l'I.C.H (CNAM)

Programme :

• **Premier bilan d'application de la loi Travail**

- Temps de travail
- Droit à la déconnexion
- Inaptitude
- Licenciement économique

• **Autre actualité légale**

- Retour sur l'impact de la loi Macron du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques
- Apports de la loi Justice du XXIe siècle
- Loi Egalité et Citoyenneté

• **Actualité jurisprudentielle**

- Retour sur les arrêts du 23 novembre 2016 sur l'obligation de reclassement
- Liberté religieuse en entreprise
- Discrimination
- Temps de travail

Intervenant: Marie-Laurence BOULANGER, Avocat associé, Cabinet Fromont Briens

Programme :

Actualité légale

- Loi du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale
- Loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale
- Loi Sapin II
- Point sur les directives européennes de 2016

Panorama d'actualité jurisprudentielle

- Actualité des nullités
- Droit de la preuve

Intervenant : Thibault HALMENSCHLAGER, Avocat à la Cour, Ancien Secrétaire de la Conférence

Programme

Cette formation a pour objectif d'identifier concrètement la portée du nouveau droit des contrats en droit des affaires, ses applications pratiques et prévisibles, les nouveautés et les conseils à en retirer pour mieux gérer sa relation clients.

Introduction :

- Objectifs et philosophie de la réforme (Pourquoi ? Comment ? Jusqu'où ?)
- Application de la loi dans le temps

PART I. Des consécutions :

- La liberté contractuelle
- L'interdiction des engagements perpétuels et la durée du contrat
- Les conditions générales de vente
- L'offre et l'acceptation
- Les avants contrats (hors exécution forcée de la promesse unilatérale)
- La représentation
- La force majeure
- Les remèdes à l'inexécution du contrat (hors réduction du prix et exception d'inexécution par anticipation)

PART II. Des nouveautés :

- Des dispositions liminaires applicables à l'ensemble des dispositions du droit des contrats (articles 1101 à 1111-1)

- La confidentialité
- L'imprévision
- La réduction du prix
- L'exception d'inexécution par anticipation
- L'unilatéralisme (action interrogatoire et résolution unilatérale)

PART III. Des généralisations de solutions :

- L'obligation précontractuelle d'information
- La bonne foi à tous les stades du contrat
- Des dispositions sur la négociation
- La fixation unilatérale du prix (contrats cadre et contrats de prestation de services)
- Les jurisprudences Chronopost et Faurecia
- Le déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties (existait en droit spécial)

PART IV. Des abandons :

- La cause en trompe l'œil
- Le standard du père de famille
- La référence aux bonnes mœurs
- La distinction : obligation de faire, de ne pas faire et de donner

PART V. Des questions tranchées :

- Le renouvellement du CDD donne naissance à un CDI
- Le remplacement de l'indice par l'indice le plus proche
- L'exécution forcée possible pour les promesses unilatérales

Intervenant : Catherine PEULVÉ, Avocat à la Cour, Vice-Présidente nationale de l'ACE

Programme :

Le crédit à la consommation

- Les évolutions textuelles
- Les jurisprudences remarquées
- Champ d'application
- Obligations précontractuelles
- Formation du contrat
- Exécution du contrat
- Procédure

Le crédit immobilier

- Les évolutions textuelles
- les jurisprudences remarquées
- Champ d'application
- Obligations précontractuelles
- Formation du contrat
- Exécution du contrat
- Procédure

Intervenant : Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, Maître de conférences à l'Université de Strasbourg

Programme :

1- Cession du droit au bail

- Cas dans lesquels la cession du bail est permise
- Cas dans lesquels la cession du bail ne peut être interdite
- Clauses interdites, clauses autorisées
- Notification de l'acte de cession

2- Impacts de la réforme du droit des obligations

- Les conséquences sur la formation du bail commercial
- Les conséquences sur les effets du bail commercial

3- Panorama d'actualité jurisprudentielle

Intervenant : Samuel GUILLAUME, Avocat associé, Cabinet Blatter, Seynaeve et Associés

Programme :

- Panorama d'actualité jurisprudentielle des préjudices de la victime directe et de la victime indirecte
- Les grands principes du recours des tiers payeurs
- Illustrations chiffrées

Intervenant: Aurélie COVIAUX, Avocat associé, Cabinet ACORP

Programme :

Apports des Loi Justice du XXI^e siècle du 18 novembre 201 et Loi Egalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 Formation du bail

- Loi du 27 janvier 2017 et Décret du 19 décembre 2016 sur le « permis de louer »
- Locations touristiques
- Etablissement de l'état des lieux (Décret du 30 mars 2016)
- Cautionnement (Loi du 27 janvier 2017)

Obligations du bailleur et du locataire

- Décret du 9 mars 2017 sur le logement décent
- Travaux d'adaptation du logement (Décret du 29 septembre 2016)
- Assurance (Décret du 30 mars 2016)

Aspects procéduraux et expulsion

- Suppression de la juridiction de proximité
- Résiliation judiciaire, CCAPEX et expulsion (Loi du 27 janvier 2017)

Panorama d'actualité jurisprudentielle

- Application dans le temps de la loi ALUR
- Couverture par l'Assurance GLI
- Congés du locataire et du bailleur

Intervenant : Nicolas DAMAS, Maître de conférences à la faculté de droit de Nancy Université, responsable du diplôme Supérieur du Notariat et avocat au barreau de Metz depuis 2002.